



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité départementale de la Vendée
10, rue du 93^e régiment d'infanterie
Cité administrative Travot
85000 La Roche-sur-Yon

La Roche-sur-Yon, le 03 Février 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RABAUD

Bellevue
CS 3
85110 Sainte-Cécile

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2025 dans l'établissement RABAUD implanté Bellevue CS 3 85110 Sainte-Cécile. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'est inscrite dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées. Les points de contrôle ont notamment porté sur la mise en place des nouvelles obligations applicables depuis le 1^{er} juillet 2024 aux installations de traitement de surface du site, relatives en particulier à la prévention du risque d'incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RABAUD
- Bellevue CS 3 85110 Sainte-Cécile
- Code AIOT : 0006302163
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RABAUD exploite, sur la commune de Sainte-Cécile, une usine de fabrication de machines agricoles et forestières. Le site comprend en particulier des installations de traitement de surface (rubrique 2565) et d'application de peinture (rubrique 2940), autorisées par arrêté préfectoral du 21 avril 2000.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Article 4	Demande d'action corrective	2 mois
2	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 21/04/2000, article 8.1.4	Demande d'action corrective	6 mois
4	Détection incendie (traitement de surface)	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article Article 19	Demande d'action corrective	6 mois
6	Résistance chimique de la rétention de la ligne de TS	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.I	Demande d'action corrective	6 mois
7	Étiquetage de la cuve de traitement de surface	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Modalités d'entreposage des déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 21/04/2000, article 6.1.4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Thermographie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, Article 17	Sans objet
5	Chauffage du bain	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, Article 54	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas mis en place les nouvelles mesures de maîtrise du risque d'incendie, applicables à ses installations de traitement de surface depuis le 1^{er} juillet 2024 et relatives en particulier à la détection d'incendie et aux alarmes et asservissements associés. La mise en conformité doit être réalisée rapidement, sans attendre les travaux de réfection du site qui s'étaleront sur plusieurs années.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, Article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : - les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.
Constats : L'exploitant ne déclare pas annuellement, via le portail GEREP, sa production de déchets dangereux, qui est très supérieure à 2 t/j, ce qui constitue un écart.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2000, article 8.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont périodiquement contrôlées par un organisme compétent et maintenues en bon état.
Constats : La dernière vérification des installations électriques a été réalisée en décembre 2024. Néanmoins, au vu du certificat Q18 associé, cette vérification n'était que partielle. Ainsi, il est notamment indiqué dans ce certificat que, à la demande de l'exploitant, aucune coupure des installations haute-tension n'a été réalisée. La vérification réalisée en septembre 2023 était également partielle. Une partie des installations électriques du site ne fait donc pas l'objet d'une vérification annuelle, ce qui constitue un écart. Le certificat Q18 associé à la vérification de décembre 2024 conclut à l'absence de risque d'incendie ou d'explosion. Cette conclusion ne concerne cependant que les installations contrôlées, pas l'ensemble des installations électriques du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le prochain certificat Q18, afin de justifier que la prochaine vérification portera bien sur l'ensemble des installations électriques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Thermographie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, Article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : III. Le contrôle des installations électriques prévu au II est au moins annuel. Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds.
Constats : Le dernier contrôle thermographique a été réalisé en septembre 2024. Le certificat Q19 associé à ce contrôle conclut à l'absence d'anomalie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Détection incendie (traitement de surface)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, Article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé, au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - [...] - dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface ; <p>Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.</p> <p>Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.</p> <p>II. Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des baignoires, chauffage des baignoires). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>III. L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle.</p> <p>Les dates et la nature des contrôles, les anomalies constatées, la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation sont consignées dans un registre. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'atelier de traitement de surface ne dispose d'aucun détecteur d'incendie, ce qui constitue un écart.</p> <p>Le réseau de captation et d'évacuation des vapeurs du bain de dégraissage/phosphatation n'est pas muni d'une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température, ce qui constitue un écart.</p> <p>Aucune étude d'implantation de tels dispositifs n'a été réalisée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai maximal de trois mois, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une étude préalable à l'implantation d'une détection d'incendie dans l'atelier de traitement de surface et d'une sonde de température dans le réseau de captation et d'évacuation des vapeurs du bain de dégraissage/phosphatation ; • un bon de commande signé, relatif à la mise en place de tels dispositifs de détection et des alarmes et asservissements associés. <p>Dans un délai maximal de six mois, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les éléments justifiant de la mise en place effective de ces dispositifs de détection et des alarmes et asservissements associés ; • le contrat de maintenance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Chauffage du bain

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, Article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le bain de dégraissage/phosphatation est chauffé par un brûleur au gaz. Ces dispositions de l'article 54, applicables aux dispositions de chauffage électrique, ne sont donc pas applicables.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Résistance chimique de la rétention de la ligne de TS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.I

Thème(s) : Risques accidentels, Risque de déversement accidentel

Prescription contrôlée :

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides.

Constats :

La rétention associée à la ligne de traitement de surface, comprenant notamment un bain de dégraissage/phosphatation acide et corrosif selon les informations fournies par l'exploitant, est en béton.



Aucun revêtement susceptible de protéger le béton n'est visible et aucun justificatif en ce sens n'a été présenté par l'exploitant. Par conséquent et même si la rétention apparaît actuellement en bon état, il est considéré qu'elle ne résisterait pas à l'action chimique du bain de dégraissage/phosphatation, ce qui constitue un écart.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Étiquetage de la cuve de traitement de surface

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, Connaissance des risques

Prescription contrôlée :

Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.

Constats :

La cuve de dégraissage/phosphatation présente un étiquetage.



Cependant, les symboles de dangers ne correspondent pas aux symboles actuellement en vigueur en application règlement européen CLP n° 1272/2008, ce qui constitue un écart. En outre, les symboles de dangers doivent correspondre aux mentions de dangers du bain, et pas à celles des mélanges le composant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Modalités d'entreposage des déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2000, article 6.1.4

Thème(s) : Risques chroniques, Risque de pollution des eaux et des sols

Prescription contrôlée :

Dans l'attente de leur élimination finale, les déchets sont stockés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution.

Constats :

Des batteries usagées au plomb sont stockées sur la plate-forme de déchets, sans abri et sans capacité de rétention associée. Un GRV contenant un déchet liquide non identifié est stocké en extérieur, sans capacité de rétention associée.



Ces modalités d'entreposage présentent un risque de pollution des eaux et des sols, ce qui constitue un écart.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois